

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

ONEY BANK

Société Anonyme à Conseil d'administration au capital de 71.801.205 € Siège social : 34 avenue de Flandre 59170 Croix
546 380 197 R.C.S Lille Métropole

Exercice 2024.**A.— Comptes individuels annuels Au 31 décembre 2024.****I.— Compte de résultat**

En milliers d'euros	Notes	Exercice 2024	Exercice 2023
Intérêts et produits assimilés	3.1	326.597	290.453
Intérêts et charges assimilées	3.1	-164.722	-149.736
Produits sur opérations de crédit-bail et de locations simples	3.2	0	0
Charges sur opérations de crédit-bail et de locations simples	3.2	0	0
Revenus des titres à revenu variable	3.3	28.200	31.800
Commissions (produits)	3.4	122.570	118.319
Commissions (charges)	3.4	-40.242	-37.055
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	3.5	-440	-125
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	3.6	0	0
Autres produits d'exploitation bancaire	3.7	57.647	57.425
Autres charges d'exploitation bancaire	3.7	-5.657	-4.757
Produit net bancaire		323.953	306.324
Charges générales d'exploitation	3.8	-215.253	-228.205
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-15.116	823
Résultat brut d'exploitation		93.584	78.942
Coût du risque	3.9	-83.673	-95.984
Résultat d'exploitation		9.911	-17.042
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	3.10	-5.696	-3.001
Résultat courant avant impôt		4.215	-20.043
Résultat exceptionnel	3.11	-8	-14
Impôt sur les bénéfices	3.12	-4.360	-2.320
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		5.300	-37.500
Résultat net		5.147	-59.877

II.— Bilan et hors bilan.

En milliers d'euros

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisses, banques centrales		11.805	10.508
Effets publics et valeurs assimilées	4.3	0	0
Créances sur les établissements de crédit	4.1	1.999.788	2.179.430
A vue		298.101	362.515
A terme		1.701.687	1.816.915
Opérations avec la clientèle	4.2	2.106.586	2.144.580
Obligations et autres titres à revenu fixe	4.3	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	4.3	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	4.4	4.610	4.550
Parts dans les entreprises liées	4.4	138.657	130.204
Opérations de crédit-bail et de locations simples	4.5	0	0
Immobilisations incorporelles	4.6	39.722	35.406
Immobilisations corporelles	4.6	28.224	29.742
Autres actifs	4.8	27.183	83.017
Comptes de régularisation	4.9	259.617	296.508
Total de l'actif		4.616.192	4.913.946

Hors bilan	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés :		4.313.129	4.572.336
Engagements de financement	5.1	4.312.783	4.572.044
Engagements en faveur des établissements de crédit		1.809	0
Engagements en faveur de la clientèle		4.310.974	4.572.044
Engagements de garantie	5.1	346	292
Engagements sur titres		0	0

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales		0	0
Dettes envers les établissements de crédit	4.1	3.644.167	3.808.686
A vue		35	721
A terme		3.644.132	3.807.965
Opérations avec la clientèle	4.2	119.218	136.256
A vue		2.715	17.270
A terme		116.503	118.986
Dettes représentées par un titre	4.7	0	0
Autres passifs	4.8	37.574	89.059
Comptes de régularisation	4.9	106.003	132.802
Provisions	4.10	49.052	53.849
Dettes subordonnées	4.11	30.009	63.113
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	4.12	32.200	37.500
Capitaux propres hors FRBG	4.13	597.969	592.681
Capital souscrit		71.801	71.801
Primes d'émission		240.344	240.344
Primes de Fusion		8.692	8.692
Réserves		337.243	396.978
Ecart de réévaluation		0	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement		0	0
Report à nouveau		-65.258	-65.258
Résultat de l'exercice (+/-)		5.147	-59.877
Total du passif		4.616.192	4.913.946

Hors bilan	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Engagements reçus :			116.962
Engagements de financement	5.1	91.684	114.218
Engagements reçus d'Etablissements de crédit		91.255	113.693
Engagements reçus de la clientèle		429	525
Engagements de garantie	5.1	2.384	2.744
Engagements sur titres		0	0

III.— Notes annexes aux comptes individuels annuels.**Note 1.— Cadre général.****Note 1.1. Le Groupe BPCE**

Le Groupe BPCE¹ dont fait partie l'entité Oney Bank comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Epargne comprend les Caisses d'Epargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Epargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE

Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la Loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Le réseau et les principales filiales de BPCE, sont organisées autour de deux grands pôles métiers :

- la Banque de proximité et Assurance, comprenant le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, le pôle Solutions & Expertises Financières (comprenant l'affacturage, le crédit à la consommation, le crédit-bail, les cautions & garanties financières et l'activité « Titres Retail »), les pôles Digital et Paiements (intégrant les filiales Paiements et le groupe Oney) et Assurances et les Autres Réseaux ;
- Global Financial Services regroupant la Gestion d'actifs et de fortune (Natixis Investment Managers et Natixis Wealth Management) et la Banque de Grande Clientèle (Natixis Corporate & Investment Banking)

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

Note 1.2. Mécanisme de garantie

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31, L. 512-107-5 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière qui les lie.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux et d'organiser la solidarité financière au sein du Groupe. Cette solidarité financière repose sur des dispositions législatives instituant un principe légal de solidarité obligeant l'organe central à restaurer la liquidité ou la solvabilité d'affiliés en difficulté et/ou de l'ensemble des affiliés du Groupe. En vertu du caractère illimité du principe de solidarité, BPCE est fondé à tout moment à demander à l'un quelconque ou plusieurs ou tous les affiliés de participer aux efforts financiers qui seraient nécessaires pour rétablir la situation, et pourra si besoin mobiliser jusqu'à l'ensemble des disponibilités et des fonds propres des affiliés en cas de difficulté de l'un ou plusieurs d'entre eux.

¹ L'établissement est intégré aux comptes consolidés du Groupe BPCE, ces comptes sont disponibles au siège social de l'organe central BPCE, 7 promenade Germaine Sablon – 75013 Paris ainsi que sur le site internet institutionnel de BPCE. L'organe central est enregistré au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 493455042.

Ainsi en cas de difficultés, BPCE devra faire tout le nécessaire pour restaurer la situation financière et pourra notamment recourir de façon illimitée aux ressources de l'un quelconque, de plusieurs ou de tous les affiliés, ou encore mettre en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en faisant appel au fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Epargne et le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds réseau Caisse d'Epargne** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 197 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Epargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité en leur qualité d'affilié à l'organe central.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

Note 1.3. Evénements significatifs

Au cours de l'année 2024 Oney Bank a poursuivi les nombreuses opérations de transformation engagées en 2023 :

- Mise en œuvre d'une nouvelle feuille de route stratégique présentée en décembre 2023
- Mise en place d'une nouvelle organisation, tant au sein des directions de la France, que dans le fonctionnement de la succursale au Portugal, qui se mutualise avec celui de la filiale Espagnole.

La réorganisation du Groupe a été marquée en 2024 par les événements suivants :

En France :

- L'emprunt subordonné de 33 M€ souscrit auprès de BPCE a été remboursé en décembre 2024, date du 1^{er} call, après autorisation de la Banque Centrale Européenne.
- Le 2 janvier 2024, la société OneyTrust a cédé à Oney Bank son activité de Onboarding. Celle-ci est désormais reconnue en immobilisations incorporelles (fonds de commerce) à hauteur de 6,0 M€. L'activité et les équipes correspondantes ont été intégrées au sein de Oney Bank.

Oney Bank a enregistré une reprise intégrale de la dépréciation sur les titres de OneyTrust qui s'élevait à 7 781 K€ au 31 décembre 2023.

- Le 30 septembre 2024, la société Flandre Investment a fait l'objet d'une transmission Universelle de Patrimoine au profit de Oney Bank.
En conséquence, les Titres de la société In Confidence Insurance, détenus par Flandre Investment, ont été apportés à Oney Bank pour 8 695 K€.
Au 31 décembre 2024, une dotation pour dépréciation des titres de la filiale In Confidence Insurance a été enregistrée à hauteur de 6 071 K€.
- Oney Bank a enregistré une dotation complémentaire aux provisions en couverture de la situation nette négative de Gefirus à hauteur de 251 K€, portant celle-ci à 1 149 K€ au 31 décembre 2024. Les titres Gefirus sont entièrement dépréciés au 31 décembre 2024.

En Espagne :

- Le 27 juin 2024, Oney Bank a souscrit à l'augmentation de capital de Oney Servicios Financieros pour un montant de 11 M€ ; le 21 octobre 2024, elle lui a également accordé un prêt subordonné (TSR) à sa filiale pour 9 M€.
- Au 31 décembre 2024, une dotation pour dépréciation des titres de la filiale Oney Servicios Financieros a été enregistrée à hauteur de 10 600 K€.

En Roumanie :

- Au 31 décembre 2024, les titres de la filiale Oney ont été intégralement dépréciés, pour 1 890 K€.

En Hongrie (en 2023, il avait été décidé d'arrêter l'activité dans ce pays) :

- Le 10 janvier 2024, la société ONEY PENZFORGALMI (OPSP) a été liquidée. Le boni de liquidation s'élève à 2K€. Au 31 décembre 2024, la filiale Oney Magyarorszag est en cours de liquidation. Les dépréciations et provisions nécessaires avaient été comptabilisées en 2023 ; une reprise de provision à hauteur de 350 K€ a été réalisée en 2024, en lien avec l'avancement du processus de liquidation.

En Allemagne (en 2023, il avait été décidé d'arrêter l'activité dans ce pays) :

- Le 20 octobre 2024, la société Oney GmbH a été liquidée. Le boni de liquidation s'élève à 14K€.

En Russie et en Ukraine :

- Nous sommes toujours à l'étude des options pour sortir de la filiale Russe : la recherche d'un nouvel acquéreur ou l'enclenchement du processus de fermeture. Les provisions nécessaires à la couverture des coûts de sortie de cette filiale ont été comptabilisées dans la société Gefirus, ce qui explique sa situation nette et les provisions comptabilisées par Oney Bank au titre de Gefirus (cf infra).
- En Ukraine, la liquidation avait été actée le 8 juin 2023 ; la cessation d'activité et la mise en liquidation sont effectives depuis le 31 juillet 2023. La Fermeture est suspendue à l'autorisation de fermer le compte bancaire. Les titres sont intégralement dépréciés et aucune provision n'a été constituée au 31 décembre 2024 (coûts futurs couverts par le solde bancaire à date).

En ce qui concerne les participations minoritaires :

- Les Titres LYF ont été cédés en décembre 2024, pour un résultat de cession nul.
- En date du 19 juillet 2024 VISA a procédé d'autorité à la conversion des titres Classe C détenus par ONEY. Cette opération a généré une plus-value de 2.3M€.
- Le 12 septembre 2024 ONEY BANK a procédé à la vente de ces titres.
- Oney est exposé au risque de défaillance de ses partenaires commerçants lorsque le délai de livraison est important (décalage entre le remboursement du financement et la livraison du bien ou la prestation du service). Par le passé et en 2024, Oney Bank a subi des pertes liées à ce risque (Made.com en 2022, Habitat en 2023, Label Habitation en 2024).
- Au-delà de la couverture des risques identifiés sur des commerçants en défaillance par des provisions dédiées, une provision est comptabilisée à hauteur de 0,6 M€ en décembre 2024 en couverture de ce risque.
- Les règles de l'OCDE visant à mettre en place une imposition minimale des groupes transfrontaliers au sein de chaque juridiction, sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2024. Oney Bank, en tant que société mère (ayant le statut de POPE : partially owned parent entity) sera amenée à liquider cet impôt pilier 2 au titre de l'ensemble de ses filiales. Une charge d'impôt complémentaire pour l'exercice 2024 a été enregistrée à hauteur de 2,5 M€.

Fin 2023, ONEY BANK avait déposé un projet d'Application package Bâlois.

- Une provision de 32,2 M€ est dotée en Fonds pour Risques Bancaire généraux (FRBG) au 31 décembre 2024.

Note 1.4. Evénements postérieurs à la clôture

Il n'existe aucun événement postérieur à la clôture susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes sociaux au 31 Décembre 2024.

Note 2. – Principes et méthodes comptables généraux.

Note 2.1. Méthodes d'évaluation, présentation des comptes individuels et date de clôture

Les comptes individuels annuels de ONEY BANK sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les comptes individuels annuels au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 31 Janvier 2025. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 24 Avril 2025.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

Note 2.2. Changements de méthodes comptables

Le Règlement n° 2023-05 du 10 novembre 2023 de l'Autorité des normes comptables (ANC) relatif aux solutions informatiques, modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général s'applique obligatoirement à compter du 1^{er} janvier 2024. Il n'a pas d'impact significatif sur les comptes individuels de ONEY BANK.

Les autres textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2024 n'ont également pas d'impact significatif sur les comptes individuels de ONEY BANK.

ONEY BANK n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

Note 2.3. Principes comptables généraux

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

Note 2.4. Principes applicables aux mécanismes de résolution bancaire

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution relèvent de l'arrêté du 27 octobre 2015.

Pour les fonds de garantie des mécanismes espèces, cautions et titres, le montant cumulé des contributions versées par ONEY BANK représente 0,4 millions d'euros. Les cotisations cumulées (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 0,1 millions d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan s'élèvent à 0,4 millions d'euros.

Le fonds de résolution a été constitué en 2015 en application de la directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et du règlement européen 806/2014 (règlement MRU). A compter de 2016, il devient le Fonds de résolution unique (FRU) constitué entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique) dédié à la mise en œuvre de mesures de résolution.

Conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions *ex-ante* aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions au fonds de résolution unique pour l'année 2024. La cible des fonds à collecter pour le fonds de résolution était atteinte au 31 décembre 2023. Le montant des contributions versées par ONEY BANK est nul en 2024 tant pour la part passant en charge que pour la part sous la forme d'engagement de paiement irrévocable (EPI) garanti par des dépôts espèces inscrits à l'actif du bilan. Des contributions pourront toutefois être appelées à l'avenir en fonction notamment de l'évolution des dépôts couverts et de l'utilisation éventuelle du fonds. La part des EPI correspond à 15 % des appels de fonds jusqu'en 2022 et 22,5% pour la contribution 2023. Ces dépôts sont rémunérés à €ster -20bp depuis le 1^{er} mai 2023. Le cumul du collatéral en garantie inscrit à l'actif du bilan s'élève à 1,3 millions d'euros au 31 décembre 2024. Il est comptabilisé à l'actif du bilan sur la ligne « Autes actifs » et ne fait pas l'objet de dépréciations au 31 décembre 2024. En effet, les conditions d'utilisation des ressources du FRU, et donc d'appel des engagements de paiement irrévocables, sont strictement encadrées par la réglementation. Ces ressources ne peuvent être appelées qu'en cas de procédure de résolution d'un établissement et après une intervention à hauteur d'un minimum de 8 % du total des passifs par les actionnaires et les détenteurs d'instruments de fonds propres pertinents et d'autres engagements utilisables au titre du renflouement interne. De plus, la contribution du FRU ne doit pas excéder 5 % du total des passifs de l'établissement soumis à une procédure de résolution.

Note 3.– Informations sur le compte de résultat.

Note 3.1. Intérêts, produits et charges assimilés

— Principes comptables

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les intérêts négatifs sont présentés comme suit :

- un intérêt négatif sur un actif est présenté en charges d'intérêts dans le PNB,
- un intérêt négatif sur un passif est présenté en produits d'intérêts dans le PNB.

Les commissions et coûts liées à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de fonds propres prudentiels Tier 1. ONEY BANK considère en effet que ces revenus ont le caractère d'intérêts.

En milliers d'Euros	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	101.419	-159.472	-58.053	89.744	-145.582	-55.839
Opérations avec la clientèle	225.029	0	225.029	178.794	0	178.794
Obligations et autres titres à revenu fixe	149	-5.250	-5.101	21.915	-4.144	17.771
Dettes subordonnées						
Autres						
Total	326.597	-164.722	161.875	290.453	-149.736	140.726
Dont Portugal			43.386			34.502

Note 3.2. Revenus des titres à revenu variable**— Principes comptables**

Les revenus des titres à revenu variable comprennent les dividendes et autres revenus provenant d'actions et d'autres titres à revenu variable, de participations, d'autres titres détenus à long terme et de parts dans les entreprises liées.

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent.

En milliers d'Euros	Exercice 2024	Exercice 2023
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme	28.200	31.800
Parts dans les entreprises liées		
Total	28.200	31.800

Note 3.3. Commissions**— Principes comptables**

Les commissions assimilables par nature à des intérêts sont comptabilisées en intérêts, produits et charges assimilés (note 3.1). Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

En milliers d'Euros	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire		-5.504	-5.504		-5.893	-5.893
Opérations avec la clientèle	39.373		39.373	42.186		42.186
Opérations sur titres				40		40
Moyens de paiement						
Opérations de change						
Engagements hors bilan						
Prestations de services financiers	83.197	-34.737	48.460	76.093	-31.162	44.931
Activités de conseil						
Vente de produits d'assurance vie						
Vente de produits d'assurance autres						
Total	122.570	-40.242	82.329	118.319	-37.055	81.264
Dont Portugal			22.954			20.433

Note 3.4. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation**— Principes comptables**

Les gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation regroupent :

- les gains ou pertes des opérations de bilan et de hors-bilan sur titres de transaction ;
- les gains ou pertes dégagés sur les opérations de change à terme sec, résultant des achats et ventes de devises et de l'évaluation périodique des opérations en devises et des métaux précieux ;
- les gains ou pertes provenant des opérations sur des instruments financiers à terme, notamment de taux d'intérêt, de cours de change et d'indices boursiers, que ces instruments soient fermes ou conditionnels, y compris lorsqu'il s'agit d'opérations de couverture d'opérations des portefeuilles de négociation.

En milliers d'Euros	Exercice 2024	Exercice 2023
Titres de transaction		
Opérations de change	-440	-125
Instruments financiers à terme		
Total	-440	-125

Note 3.5. Autres produits et charges d'exploitation bancaire**— Principes comptables**

Les autres produits et charges d'exploitation bancaire recouvrent notamment la quote-part réalisée sur opérations faites en commun, les refacturations des charges et produits bancaires, les produits et charges des opérations des activités immobilières et des prestations de services informatiques.

Figurent également à ce poste les charges et produits sur les activités de crédit-bail et/ou de location simple non exercées à titre principal et dont les immobilisations figurent à l'actif au poste d'immobilisations corporelles,

Ces produits et charges comprennent notamment :

- les loyers et les plus et moins-values de cession relatives à des immobilisations données en crédit-bail ou en location avec option d'achat ou en core en location simple ;
- les dotations et reprises liées aux dépréciations, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives à la fraction des loyers douteux dont la dépréciation est obligatoire, ainsi que celles relatives aux indemnités de résiliation des contrats ;
- les dotations aux amortissements des immobilisations concernées.

En milliers d'Euros	Exercice 2024			Exercice 2023		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	Total
Quote-part d'opérations faites en commun						
Refacturations de charges et produits bancaires						
Activités immobilières						
Prestations de services informatiques						
Autres activités diverses	57.647	-5.657	51.990	57.425	-4.757	52.668
Autres produits et charges accessoires						
Total	57.647	-5.657	51.990	57.425	-4.757	52.668
Dont Portugal			-13			83

Note 3.6. Charges générales d'exploitation**— Principes comptables**

Les charges générales d'exploitation comprennent les frais de personnel dont les salaires et traitements, la participation et l'intéressement des salariés, les charges sociales, les impôts et taxes afférents aux frais de personnel. Sont également enregistrés les autres frais administratifs dont les autres impôts et taxes et la rémunération des services extérieurs.

En milliers d'Euros	Exercice 2024	Exercice 2023
Salaires et traitements	58.805	60.638
Charges de retraite et assimilées	5.063	4.812
Autres charges sociales	21.307	22.493
Intéressement des salariés	1.104	19
Participation des salariés	-13	-30
Impôts et taxes liés aux rémunérations	7.782	7.425
Total des frais de personnel	94.048	95.358
Dont Portugal	13.856	13.734
Impôts et taxes	2.195	2.301
Autres charges générales d'exploitation	119.010	130.546
Charges refacturées		
Total des autres charges d'exploitation	121.205	132.847
Total	215.253	228.205
Dont Portugal	40.027	38.209
<i>L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 702 cadres et 276 non-cadres, soit un total de 978 salariés.</i>		

Les refacturations des activités « organe central » (listées dans le Code monétaire et financier) versées à BPCE sont présentées en PNB et les refacturations des missions groupe versées à BPCE sont présentées en charges générales d'exploitation.

Note 3.7. Coût du risque

— Principes comptables

Le poste coût du risque comporte uniquement le coût lié au risque de crédit (ou risque de contrepartie). Le risque de crédit est l'existence d'une perte potentielle liée à une possibilité de défaillance de la contrepartie sur les engagements qu'elle a souscrits. Par contrepartie, il s'agit toute entité juridique bénéficiaire d'un crédit ou d'un engagement par signature, partie à un instrument financier à terme ou émetteur d'un titre de créance.

Le coût du risque de crédit est évalué lorsque la créance est qualifiée de douteuse c'est-à-dire quand le risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Le risque de crédit est également évalué quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale (cf. notes 4.1 et 4.2.1).

Le coût de risque de crédit se compose donc de l'ensemble des dotations et reprises de dépréciations de créances sur la clientèle, sur établissements de crédit, sur titres à revenu fixe d'investissement (en cas de risque de défaillance avéré de l'émetteur), les provisions sur engagements hors - bilan (hors instruments financiers de hors bilan) ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties.

Toutefois, sont classées aux postes Intérêts et produits assimilés et Autres produits d'exploitation bancaire du compte de résultat, les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécouvrables ou récupérations de créances amorties relatives aux intérêts sur créances douteuses dont le provisionnement est obligatoire. Pour les titres de transaction, de placement, de l'activité de portefeuille et pour les instruments financiers à terme, le coût du risque de contrepartie est porté directement aux postes enregistrant les gains et les pertes sur ces portefeuilles, sauf en cas de risque de défaillance avéré de la contrepartie où cette composante peut être effectivement isolée et où les mouvements de provision sur risque de contrepartie sont alors inscrits au poste Coût du risque.

En milliers d'Euros	Exercice 2024					Exercice 2023				
	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs										
Interbancaires										
Clientèle	-24.299	18.247	-105.726	28.104	-83.673	-14.000	20.128	-142.434	40.322	-95.984
Titres et débiteurs divers										
Provisions										
Engagements hors bilan										
Provisions pour risque clientèle										
Autres										
Total					-83.673					-95.984
Dont Portugal					-10.982					-10.081
Dont :										
Reprises de dépréciations devenues sans objet										
Reprises de dépréciations utilisées										
Reprises de provisions devenues sans objet										
Reprises de provisions utilisées										
Total des reprises										

Note 3.8. Gains ou pertes sur actifs immobilisés

— Principes comptables

Les gains ou pertes sur actifs immobilisés comprennent :

- les gains ou pertes sur cessions d'actifs corporels et incorporels affectés à l'exploitation de l'établissement, issus de la différence entre plus-values et moins-values de cession et reprises et dotations aux provisions ;
- les gains ou pertes des opérations sur titres de participation, sur autres titres détenus à long terme, sur parts dans les entreprises liées et sur titres d'investissement, issus de la différence entre reprises de provisions et plus-values de cession et dotations aux provisions et moins-values de cession.

En milliers d'Euros	Exercice 2024				Exercice 2023			
	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
Dépréciations								
Dotations	-18.561				-1.951			
Reprises	8.550				15.551			
Résultat de cession		-2.595	6.909				-16.601	
Total				-5.696				-3.001

Les gains ou pertes sur titres de participation, parts dans les entreprises liées et autre titres détenus à long terme comprennent notamment les opérations suivantes :

- les dotations aux dépréciations sur titres de participation :
ONEY Espagne 10,6 M€
ONEY Roumanie 1,9 M€
In Confidence Insurance 6 M€
- les reprises de dépréciations sur titres de participation :
ONEY Allemagne 0,02 M€ (Sortie)
ONEYTRUST 7,8 M€
LYF 0,7 M€ (Sortie)

Note 3.9. Résultat exceptionnel

— Principes comptables

Ce poste comprend exclusivement les produits et les charges avant impôt, qui sont générés ou surviennent de manière exceptionnelle et qui ne relèvent pas de l'activité courante de l'établissement.

En milliers d'Euros	Exercice 2024	Exercice 2023
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles	-8	-14

Note 3.10. Impôt sur les bénéfices

— Principes comptables

ONEY BANK a composé depuis l'exercice 2020 un groupe d'intégration fiscale.
Au 31 Décembre 2024, le groupe est composé des sociétés ONEY BANK (Mère) ONEYTRUST et In Confidence Insurance (ICI). Ces sociétés ont signé avec leur mère intégrante (ONEY BANK) une convention d'intégration fiscale qui leur assure de constater dans leurs comptes la dette d'impôt dont elles auraient été redevables en l'absence d'intégration fiscale.

La charge d'impôt de l'exercice correspond à l'impôt sur les sociétés exigible au titre de l'exercice.

Les règles du Pilier 2 de l'OCDE visant à la mise en place d'un taux d'imposition mondial minimum des sociétés fixé à 15 %, transposées en droit français par la loi de finances pour 2024 sont désormais applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2024. Au regard des dispositions légales et conventionnelles à date, ONEY BANK, en tant que POPE (Partially-Owned Parent Entity), sera l'entité redevable de cette imposition complémentaire. L'imposition complémentaire ne concerne cependant qu'un nombre très limité de juridictions, en l'occurrence Malte. Cette première estimation de la charge d'impôt est réalisée sur la base des données disponibles au 31 décembre 2024.

Note 3.10.1. Détail des impôts sur le résultat 2024

L'impôt sur les sociétés s'analyse ainsi :

En milliers d'Euros	Exercice 2024	Exercice 2023
Impôts sur le bénéfice de l'exercice – courant	-1.836	-2.320
Impôts sur le bénéfice de l'exercice – exceptionnel	0	0
Impôts sur le bénéfice de l'exercice – Pilier 2	-2.524	0
Total	-4.360	-2.320
Dont Portugal	1.984	1.105

En raison de son statut de POPE (Partially Owned Part Entity), ONEY Bank est redevable auprès de l'administration fiscale du complément d'impôt.

En 2024 cet impôt complémentaire s'élève à 2.524 K€

Note 3.10.2. Détail du résultat fiscal de l'exercice 2024 – passage du résultat comptable au résultat fiscal (Hors Portugal)

En milliers d'Euros	Exercice 2024	Exercice 2023
Résultat net comptable (A)	-1.971	-59.636
Impôt social (B)	2.376	22
Réintégrations (C)	32.518	60.800
Dépréciations sur actifs immobilisés	18.561	703
Autres dépréciations et provisions		
Dotation FRBG		37.500
OPCVM		
Moins-values régime long terme et exonérées		
QP bénéfices sociétés de personnes ou GIE		
Divers	13.957	22.597
Déductions (D)	-66.935	-59.918
Plus-values long terme exonérées		
Reprises dépréciations et provisions	-8.550	-10.350
Dividendes	-28.200	-31.800
Reprise FRBG	-5.300	
Quote-part pertes sociétés de personnes ou GIE		
Amortissement frais acquisition		
Frais de constitution		
Divers	-24.885	-17.767
Base fiscale à taux normal (A)+(B)+(C)-(D)	-34.010	-58.732

Note 3.11. Répartition de l'activité

France		
En milliers d'Euros	Exercice 2024	Exercice 2023
Produit net bancaire	257.600	251.307
Frais de gestion	-184.100	-183.310
Résultat brut d'exploitation	73.500	67.996
Coût du risque	-72.691	-85.903
Résultat d'exploitation	810	-17.907
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-5.696	-3.001
Résultat courant avant impôt	-4.886	-20.908

Portugal		
En milliers d'Euros	Exercice 2024	Exercice 2023
Produit net bancaire	66.353	55.017
Frais de gestion	-46.269	-44.072
Résultat brut d'exploitation	20.083	10.946
Coût du risque	-10.982	-10.081
Résultat d'exploitation	9.101	865
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
Résultat courant avant impôt	9.101	865

Informations sur le bilan

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont présentées dans le rapport de gestion des risques.

Note 3.12. Opérations interbancaires

— Principes comptables

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

— Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

— Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois, six mois en matière immobilière et 9 mois pour les créances sur les collectivités territoriales.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances échues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le

classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

— Opérations de pension

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-07 modifiée de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêts comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

— Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Intérêts et assimilés ».

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. Depuis le 1^{er} janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

En milliers d'Euros	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires	298.101	362.515
Comptes et prêts au jour le jour		
Valeurs et titres reçus en pension au jour le jour		
Valeurs non imputées		
Créances à vue	298.101	362.515
Comptes et prêts à terme		
Prêts subordonnés et participatifs	9.011	
Valeurs et titres reçus en pension à terme		
Créances à terme	1.687.379	1.812.796
Créances rattachées	5.297	4.119
Créances douteuses		
Dont créances douteuses compromises		
Dépréciations des créances interbancaires		
Dont dépréciation sur créances douteuses compromises		
Total	1.999.788	2.179.430

Les créances sur opérations avec le réseau se décomposent en 274 millions d'euros à vue et 1.687 millions d'euros à terme. Ces créances sont pondérées à 0% dans les risques de contrepartie ONEY BANK

En milliers d'Euros	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs	35	721
Comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs et titres donnés en pension au jour le jour		
Autres sommes dues		
Dettes rattachées à vue		
Dettes à vue	35	721
Comptes et emprunts à terme	3.612.786	3.783.154
Valeurs et titres donnés en pension à terme		
Dettes rattachées à terme	31.346	24.811
Dettes à terme	3.644.132	3.807.965
Total	3.644.167	3.808.686

Les dettes sur opérations avec le réseau se décomposent en 0,03 millions d'euros à vue et 3,6 millions d'euros à terme.

Note 3.13. Opérations avec la clientèle

Note 3.13.1. Opérations avec la clientèle

— Principes comptables

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

— Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

— Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois, six mois en matière immobilière et 9 mois pour les créances sur les collectivités territoriales.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

— Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues et des coûts de prise de possession et de vente des biens affectés en garantie. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Intérêts et assimilés ».

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. Depuis le 1^{er} janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés. Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est à dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les encours classés en Statut 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de plusieurs paramètres :

- Flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation - ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat de son taux d'intérêt effectif et, pour les crédits immobiliers, du niveau de remboursement anticipé attendu sur le contrat ;
- Taux de perte en cas de défaut ;
- Probabilités de défaut jusqu'à la maturité du contrat.
- Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

- Les paramètres utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues sont ajustés à la conjoncture économique via la définition de trois scénarios économiques définis sur un horizon de trois ans :
- le scénario central utilisé par le groupe est celui validé en septembre 2024. Il correspond aux prévisions du consensus sur les principales variables économiques ayant un impact sur le calcul des pertes de crédit attendues
- un scénario pessimiste, correspondant à une réalisation plus dégradée des variables macro-économiques définies dans le cadre du scénario central ;
- un scénario optimiste, correspondant à une réalisation plus favorable des variables macro-économiques définies dans le cadre du scénario central.

La définition et la revue de ces scénarios suit la même organisation et gouvernance que celle définie pour le processus budgétaire, avec une revue trimestrielle sur la base de propositions de la recherche économique et une validation par le Comité de Direction Générale. Les probabilités d'occurrence des scénarios sont quant à elles revues trimestriellement par le Comité WatchList et Provisions du groupe. Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit attendues de l'ensemble des expositions, qu'elles appartiennent à un périmètre homologué en méthode interne ou traité en standard pour le calcul des actifs pondérés en risques.

En milliers d'Euros	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires débiteurs	6.450	19.150
Créances commerciales		
Crédits à l'exportation	2.026.635	2.049.793
Crédits de trésorerie et de consommation		
Crédits à l'équipement		
Crédits à l'habitat	1.002	1.197
Autres crédits à la clientèle		
Valeurs et titres reçus en pension		
Prêts subordonnés		
Autres		
Autres concours à la clientèle		
Créances rattachées	23.638	20.677
Créances douteuses	239.384	249.923
Dépréciations des créances sur la clientèle	-190.523	-196.160
Total des créances sur la clientèle	2.106.586	2.144.580

En En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Comptes d'épargne à régime spécial		
Livret A		
PEL / CEL		
Autres comptes d'épargne à régime spécial		
Créance sur le fonds d'épargne Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle (1)	113.866	131.636
Dépôts de garantie		
Autres sommes dues	2.657	2.345
Dettes rattachées	2.695	2.275
Total des dettes sur la clientèle	119.218	136.256

(1) Détail des comptes et emprunts auprès de la clientèle

En milliers d'Euros	31/12/2024			31/12/2023		
	À vue	À terme	Total	À vue	À terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs		15.246	15.246		14.837	14.837
Emprunts auprès de la clientèle financière						
Valeurs et titres donnés en pension livrée						
Autres comptes et emprunts		98.619	98.619		116.799	116.799
Total		113.866	113.866		131.636	131.636

Note 3.13.2. Répartition des encours de crédit par agent économique

En milliers d'Euros	Créances saines		Créances douteuses		Dont Créances douteuses compromises
	Brut		Brut	Dépréciation individuelle	Brut
Sociétés non financières	2.036.346				
Entrepreneurs individuels	6.488				
Particuliers			254.274	-190.523	178.001
Administrations privées					
Administrations publiques et sécurité sociale					
Autres					
Total au 31 décembre 2024		2.042.835	254.274	-190.523	178.001
Total au 31 décembre 2023		2.078.514	262.226	-196.161	177.391

Note 3.14. Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable**Note 3.14.1. Portefeuille titres****— Principes comptables**

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

Lors d'une opération de prêt de titres, les titres prêtés cessent de figurer au bilan et une créance représentative de la valeur comptable des titres prêtés est constatée à l'actif.

Lors d'une opération d'emprunt de titres, les titres empruntés sont enregistrés dans la catégorie des titres de transaction en contrepartie d'un passif correspondant à la dette de titres à l'égard du prêteur pour un montant égal au prix de marché des titres empruntés du jour de l'emprunt. Les titres empruntés sont présentés au bilan en déduction de la dette représentative de la valeur des titres empruntés.

— Titres de transaction

Il s'agit des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Pour être éligible dans cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Les titres de transaction sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus.

A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent : le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

— Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

— Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas, sauf exceptions, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenu fixe, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

— Titres de l'activité de portefeuille

L'activité de portefeuille consiste à investir avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il ne peut s'agir en principe que de titres à revenu variable. Cette activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de l'activité de portefeuille ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

ONEY BANK ne détient pas de titres au 31/12/2024

Note 3.14.2. Reclassements d'actifs

— Principes comptables

Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

Le règlement autorise les établissements à céder tout ou partie des titres reclassés dans la catégorie des « titres d'investissement » dès lors que sont vérifiées les deux conditions suivantes :

- le reclassement a été motivé par une situation exceptionnelle nécessitant un changement de stratégie ;
- le marché est redevenu actif pour ces titres.

Par ailleurs, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sauf exception sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis. Dans ce cas, la cession de ces titres n'est autorisée que dans des cas très limités.

ONEY BANK n'a pas opéré de reclassements d'actif.

Note 3.15. Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

— Principes comptables

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition *frais inclus si les montants sont significatifs* ou frais exclus (phrase à adapter en fonction de l'option choisie par l'établissement).

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse et des transactions récentes, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les valeurs d'utilité sont sensibles à la réalisation des hypothèses retenues. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

— Autres titres détenus à long terme

Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Note 3.15.1. Evolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

En milliers d'euros	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Conversion	Autres variations	31/12/2024
Participations et autres titres détenus à long terme	5.293	243	-926			4.610
Parts dans les entreprises liées	163.472	19.695	-488			182.680
Valeurs brutes	168.765	19.938	-1.414			187.290
Participations et autres titres à long terme	-743		743			0
Parts dans les entreprises liées	-33.268	-18.561	7.807			-44.022
Dépréciations	-34.011	-18.561	8.550			-44.022
Total	134.754					143.267

Les autres titres détenus à long terme incluent notamment les certificats d'associés et d'association au fonds de garantie des dépôts (0,2 millions d'euros)

Les principaux mouvements ont été décrits parmi les événements significatifs (pour mémoire) :

- 11 M€ souscription à l'augmentation de capital Oney Espagne
- 8,7 M€ apport des titres In Confidence Insurance via la fusion avec Flandre Investment
- Liquidation de Oney Allemagne, OPSP Hongrie et cession de titres VISA et Lyf
- 10,6 M€ de dotation pour dépréciation Oney Espagne
- 1,9 M€ de dotation pour dépréciation de Oney Roumanie : en lien avec le démarrage d'un nouveau partenariat bancaire
- 6,1 M€ de dotation pour dépréciation de In confidence Insurance : en lien avec la perte de contrats historiques.
- 7,8 M€ de reprise de dépréciation de OneyTrust

Note 3.15.2. Tableau des filiales et participations

Les montants sont exprimés en milliers d'euros.

Filiales et participations	Capitaux31/12 /2024	Capitaux propres autres que le capital y compris FRBG le cas échéant 31/12/2024	Quote-part du capital détenue (en %) 31/12/2024	Valeur comptable des titres détenus au 31/12/2024				Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés et TSDI en 2024	Montants des cautions et avals donnés par la société en 2024	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé 31/12/2024	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) 31/12/2024	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice en 2024	Observations
Brute				Nette									
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication													
1. Filiales (détenues à + de 50%)													
Oney servicios financieros Espagne	63.000	48.457	100%	85.601		75.001		352.000		40.137	-6.052	0	Etablissement de crédit
Gefirus france	4.359	-1.039	100%	13.521		0		150		0	-291	0	Holding
In confidence insurance France	1	-318	100%	8.695		2.624		1.300		1.427	-955	0	Courtier en assurance
Oneytrust	250	2.966	100%	28.561		28.561		5.000		1.516*	-5.394*	0	Lutte contre la fraude
Oney holding limited malte	10.000	35.612	100%	10.000		10.000				9	4.972	28.200	Holding
Smartney grupasa Pologne	1.025	15.412	100%	22.471		22.471		345.977		51.895	5.965	0	Octroi de prêts civils
Oney finance Roumanie	1.616	1.385	100%	1.891		0				742	-1.044	0	Intermédiation financière
Oney magyarorszag Hongrie	863	-556	100%	9.895		0				158	-128	0	En cours de liquidation
Oney Ukraine	1.071	40	100%	2.045		0				-1	-8	0	0 En cours de liquidation
2. Participations (détenues entre 10 et 50%)													
							NEANT						
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1 % du capital de la société astreinte à la publication													
VISA					163		163						
SRS					8		8						
SWIFT					3		3						
FGDR					243		243						
SNC BPCE SI					0		0						
VALUIZ					4.192		4.192						
Dont participations dans les sociétés cotées													

* : Opération de cession de l'activité Onboarding neutralisée

Note 3.15.3. Entreprises dont l'établissement est associé indéfiniment responsable

Dénomination	Siège	Forme juridique
SNC BPCE SI	182 AVENUE DE France 182-188 , 75013 PARIS	SNC

Note3.15.4. Opérations avec les entreprises liées

En milliers d'Euros	31/12/2024			31/12/2023
	Etablissements de crédit	Autres entreprises	Total	Total
Créances	62	13.482	13.544	
Dont subordonnées				
Dettes	394	5.651	6.045	
Dont subordonnées				
Engagements de financement				
Engagements de garantie				
Autres engagements donnés				
Engagements donnés				
Engagements de financement				
Engagements de garantie				
Autres engagements reçus				
Engagements reçus				

Note 3.16. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC) modifié notamment par le règlement ANC n° 2023-05 du 10 novembre 2023 sur les solutions informatiques.

Note 3.16.1. Immobilisations incorporelles**— Principes comptables :**

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les solutions informatiques développées en interne sont inscrites à l'actif du bilan pour leur coût de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables à leur production et à leur préparation dès lors qu'ils remplissent les critères d'immobilisation

Les solutions informatiques acquises sont amorties sur une durée maximum 5 ans (en général 3 ans).

Les solutions informatiques développées en interne sont amorties sur leur durée d'utilité ne pouvant excéder 15 ans (en général 3 à 5 ans).

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

En milliers d'Euros	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2024
Droits au bail et fonds commerciaux	245	6.000			6.245
Solutions informatiques	89.659	6.025	-2.731	6.838	99.791
Autres	15.853	7.640	-622	-6.838	16.033
Valeurs brutes	105.757	19.665	-3.353	0	122.069
Droits au bail et fonds commerciaux	-245				-245
Logiciels Solutions informatiques	-69.981	-12.021	25		-81.977
Autres	-125				-125
Dépréciations					
Amortissements et dépréciations	-70.351	-12.021	25	0	-82.347
Total valeurs nettes	35.406	7.644	-3.328	0	39.722

Note 3.16.2. Immobilisations corporelles**— Principes comptables**

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

Postes	Durée
Constructions	8 à 40 ans
Agencements, Aménagements et sécurité	6 ans 2/3 à 10 ans
Autres immobilisations	3 à 5 ans

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation et sont comptabilisés suivant la méthode des composants.

En milliers d'Euros	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2024
Terrains	6.476				6.476
Constructions	23.827				23.827
Matériel	22.283	794			23.077
Agencements installations	23.111	57			23.168
Immobilisations corporelles d'exploitation	75.697	851			76.548
Immobilisations hors exploitation					
Valeurs brutes	75.697	851			76.548
Terrains					
Constructions	-7.317	-791			-8.108
Matériel	-20.881	-867			-21.748
Agencements installations	-17.757	-711			-18.468
Immobilisations corporelles d'exploitation	-45.955	-2.369			-48.324
Immobilisations hors exploitation					
Amortissements et dépréciations	-45.955	-2.369			-48.324
Total valeurs nettes	29.742	-1.518			28.224

Note 3.17. Autres actifs et autres passifs

En milliers d'Euros	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlement sur opérations sur titres				
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus				
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres*				
Créances et dettes sociales et fiscales	3.071	5.589	5.752	2.735
Dont Portugal	555	1.449	2.455	1.489
Dépôts de garantie versés et reçus	1.644	350	1.532	500
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	22.468	31.635	75.733	85.824
Dont Portugal	771	3.539	37.389	25.972
Total	27.183	37.574	83.017	89.059

Conformément au règlement ANC n° 2020-10, le montant de la dette sur titres empruntés est diminué de la valeur des titres identiques classés par l'établissement parmi les titres de transaction et à concurrence du montant de la dette. Voir note 4.3.1.

Note 3.18. Comptes de régularisation

En milliers d'Euros	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises				
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture				
Primes et frais d'émission				
Charges et produits constatés d'avance	13.445	24.640	15.360	25.394
Produits à recevoir/Charges à payer	5.868	66.096	4.687	67.783
Valeurs à l'encaissement	233.993	11.669	268.548	34.711
Autres	6.311	3.598	7.913	4.913
Total	259.617	106.003	296.508	132.802

Note 3.19. Provisions**— Principes comptables**

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique ou de relever des opérations bancaires ou connexes, la constitution de telles

provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux et une provision pour risques de contrepartie.

— Engagements sociaux

Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables. Ils sont classés en 4 catégories :

• Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice, y compris pour les montants restant dus à la clôture.

S'agissant des droits à congés payés, et faisant suite à l'arrêt de la Cour de cassation 13 septembre 2023, il est à noter que l'article 37 de la loi du 22 avril 2024 définit désormais les modalités d'adaptation du Code du travail français avec le droit européen. Ces amendements concernent notamment la période de référence à retenir, les possibilités de report des droits à congés payés, la période de rétroactivité applicable à ces dispositions, et enfin le nombre de jours de congés auxquels le salarié a droit en cas d'accident ou maladie d'origine professionnelle ou non professionnelle. Le Groupe BPCE a provisionné l'impact correspondant dans ses comptes au 31 décembre 2024.

• Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice ; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

• Indemnités de fin de contrat de travail

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

• Avantages postérieurs à l'emploi : ils sont comptabilisés en engagements hors-bilan

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

Note 3.19.1. Tableau de variations des provisions

En millions d'Euros	31/12/2023	Dotations	Reprises	Utilisations	Conversion	31/12/2024
Provisions pour risques de contrepartie	37.928	723	-7 246			31.405
Provisions pour engagements sociaux	2.333	1.475	-154	-1.879		1.775
Provisions pour litiges						
Provisions pour restructurations	1.685			-584		1.101
Portefeuille titres et instruments financiers à terme						
Immobilisations financières						
Risques sur opérations de banque						
Provisions pour impôts	1.368					1.368
Autres	10.536	10.737	-3.592	-4.278		13.403
Autres provisions pour risques						
Provisions pour restructurations informatiques						
Autres provisions exceptionnelles						
Provisions exceptionnelles						
Total	53.849	12.935	-10.992	-6.741		49.052

Note 3.19.2. Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie

En milliers d'Euros	31/12/2023	Dotations	Reprises	Utilisations	Conversion	31/12/2024
Dépréciations sur créances sur la clientèle	37.928	723	-7.246			31.405
Dépréciations sur autres créances						
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs						
Provisions pour risque d'exécution d'engagements par signature (1)						
Provisions pour risques pays						
Autres provisions pour risques de contrepartie clientèle (2)						
Autres provisions						
Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif						
Total						

(1) Provisions constituées au titre d'engagement de financement et de garantie dont le risque est avéré ;

(2) Une provision pour risque de contrepartie est constituée sur le périmètre des engagements non douteux, inscrits au bilan ou au hors bilan, pour lesquels les informations disponibles permettent d'anticiper un risque de défaillance et de pertes à l'échéance (cf. notes 4.1 et 4.2. 1) ;

Note 3.19.3 Provisions pour engagements sociaux

Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme

ONEY BANK externalise la gestion d'une partie des indemnités de fin de carrière de son personnel.

Ces engagements sont calculés conformément aux dispositions de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables modifiée le 5 novembre 2021.

Analyse des actifs et passifs comptabilisés au bilan

En milliers d'euros	Exercice 2024					Exercice 2023				
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Total	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Total
	Complément s de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		Complément s de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages	
Dettes actuarielles		3.238			3.238		3.366			3.366
Juste valeur des actifs du régime		1.928			1.928		1.886			1.886
Juste valeur des droits à remboursement										
Effet du plafonnement d'actifs										
Ecart actuariels non reconnus gains / (pertes)										
Coût des services passés non reconnus										
Solde net au bilan										
Engagements sociaux passifs		1.310			1.310		1.480			1.480
Engagements sociaux actifs										

Principales hypothèses actuarielles

	Exercice 2024				Exercice 2023			
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme	
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages
Taux d'actualisation		3.42%				3.15%		
Taux d'inflation		2.30%				2.40%		
Taux de croissance des salaires								
Taux d'évolution des coûts médicaux								
Table de mortalité utilisée		TGH05-TGF05				TGH05-TGF05		
Duration		12,4				11,4		

Note 3.20. Dettes subordonnées**— Principes comptables**

Les dettes subordonnées regroupent les fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts subordonnés, à durée déterminée ou à durée indéterminée, et les dépôts de garantie à caractère mutuel. Le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En milliers d'Euros	31/12/2024	31/12/2023
Dettes subordonnées à durée déterminée	30.000	63.000
Dettes subordonnées à durée indéterminée	0	0
Dettes super subordonnées à durée indéterminée	0	0
Dépôts de garantie à caractère mutuel	0	0
Dettes rattachées	9	113
Total	30.009	63.113

L'établissement a émis des emprunts subordonnés remboursables souscrits par *ONEY FINANCIEROS SERVICIOS (Espagne)*. Ces emprunts subordonnés ont les caractéristiques suivantes :

Devise	Date d'émission	Encours au 31/12/2024 en milliers d'Euros	Prix d'émission en milliers d'euros	Taux	Majoration d'intérêts en points de base (1)	Date d'option de remboursement ou de majoration d'intérêts	Cas de paiement obligatoire	Date d'échéance si non indéterminé
EUR		9.000	9.000	4.67%				23/10/2034
		0	0					
		0	0					
		0	0					
Total		9.000	9.000					

(1) Au-dessus de l'euribor 3 mois

Note 3.21. Fonds pour risques bancaires généraux

— Principes généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité.

En milliers d'Euros	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/2024
Fonds pour risques bancaires généraux	37.500		5.300		32.200
Total	37.500	0	5.300	0	32.200

Note 3.22. Capitaux propres

En milliers d'Euros	Capital	Primes d'émission	Prime de fusion	Réserves/ autres	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Total au 31 décembre 2022	51.287	60.859	8.692	396.021	115	-64.415	452.558
Mouvements de l'exercice	20.515	179.485		957	-65.373	-59.877	
Total au 31 décembre 2023	71.801	240.344	8.692	396.978	-65.258	-59.877	592.681
Impact changement de méthode (1)							
Autres impacts				141			141
Affectation résultat 2023				-59.877	0	0	-59.877
Distribution de dividendes							0
Augmentation de capital							0
Résultat de la période						5.147	5.147
Total au 31 décembre 2024	71.801	240.344	8.692	337.243	-65.258	5.147	597.969

Le capital social de Oney Bank s'élève à 71,8 millions d'euros, soit 2.051.463 actions d'une valeur de 35 euros chacune.

Note 3.23. Durée résiduelle des emplois et ressources

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

En milliers d'Euros	31/12/2024						
	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total
Effets publics et valeurs assimilées	0	0	0	0	0		0
Créances sur les établissements de crédit	326.211	93.175	263.984	305.968	1.010.451	0	1.999.788
Opérations avec la clientèle	169.205	273.750	573.351	969.843	120.437	0	2.106.586
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0	0	0		0
Opérations de crédit-bail et de locations simples	0	0	0	0	0		0
Total des emplois	495.415	366.925	837.335	1.275.811	1.130.888	0	4.106.374
Dettes envers les établissements de crédit	154.154	333.373	1.399.557	756.724	1.000.359	0	3.644.167
Opérations avec la clientèle	86.726	191	13.037	5.721	13.543	0	119.218
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0	0
Dettes subordonnées	0	0	0	0	30.008	0	30.008
Total des ressources	240.880	333.564	1.412.594	762.445	1.043.910	0	3.793.393

Suite à l'application du règlement ANC n° 2020-10, les dettes représentées par un titre sont présentées après déduction des titres empruntés et la créance sur le fonds d'épargne est présentée en déduction de l'épargne réglementée. Se référer aux notes 4.2, 4.3.1 et 4.8

Note 4. – Informations sur le hors bilan et opérations assimilées.**Note 4.1. Engagements reçus et donnés****— Principes généraux****Engagements de financement**

Les engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés comprennent notamment les accords de refinancement, les acceptations à payer ou les engagements de payer, les confirmations d'ouvertures de crédits documentaires et les autres engagements donnés à des établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de financement en faveur de la clientèle comprennent notamment les ouvertures de crédits confirmés, les lignes de substitution des billets de trésorerie, les engagements sur facilités d'émission de titres et les autres engagements en faveur d'agents économiques autres que des établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de financement reçus recensent notamment les accords de refinancement et les engagements divers reçus d'établissements de crédit et assimilés.

— Engagements de garantie

Les engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit recouvrent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de garantie d'ordre de la clientèle comprennent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'agents économiques autres que des établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de garantie reçus recensent notamment les cautions, avals et autres garanties reçus d'établissements de crédit et assimilés.

Note 4.1.1. Engagements de financement

En milliers d'Euros	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement donnés		
En faveur des établissements de crédit	0	0
Ouverture de crédits documentaires	0	
Autres ouvertures de crédits confirmés	0	
Autres engagements	1.809	
En faveur de la clientèle	4.310.974	4.572.044
Total des engagements de financement donnés	4.312.783	4.572.044
Engagements de financement reçus		
D'établissements de crédit	91.255	113.693
De la clientèle	429	525
Total des engagements de financement reçus	91.684	114.218

Note 4.1.2. Engagements de garantie

En milliers d'Euros	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de garantie donnés		
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires	0	0
Autres garanties	346	292
D'ordre d'établissements de crédit	0	0
Cautions immobilières	0	
Cautions administratives et fiscales	0	
Autres cautions et avals donnés	0	
Autres garanties données	0	
D'ordre de la clientèle	0	0
Total des engagements de garantie donnés	346	292
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	2.384	2.744
Total des engagements de garantie reçus	2.384	2.744

Note 4.2. Opérations sur instruments financiers à terme (TRESO)**— Principes comptables**

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

— Opérations fermes

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés *prorata temporis* dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits *pro rata temporis* en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilés ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou *pro rata temporis* selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision comptabilisée dans la rubrique « Provisions » au passif. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché. Il sera tenu compte dans l'évaluation des positions ouvertes isolées du coût de liquidité et du risque de contrepartie.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie, coût de liquidité et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf note 1.2.) ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation sauf le cas échéant pour le coût de liquidité. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

— Opérations conditionnelles

Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. A la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

Note 4.2.1. Instruments financiers et opérations de change à terme

En milliers d'Euros	31/12/2024				31/12/2023			
	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur
Opérations fermes								
Contrats de taux d'intérêt			0				0	
Contrats de change			0				0	
Autres contrats			0				0	
Opérations sur marchés organisés	0	0	0	0	0	0	0	0
Accords de taux futurs (FRA)			0				0	
Swaps de taux d'intérêt	0	125.000	0	0		75.000	0	
Swaps financiers de devises	0	2.455	0	0		3.916	0	
Autres contrats à terme	0	2.455	0	0		4.045	0	
Opérations de gré à gré	0	0	0	0	0	0	0	0
Total opérations fermes	0	129.910	0	0	0	82.961	0	0
Opérations conditionnelles								
Options de taux d'intérêt			0				0	
Options de change			0				0	
Autres options			0				0	
Opérations sur marchés organisés	0	0	0	0	0	0	0	0
Options de taux d'intérêt	0	0	0	0			0	
Options de change			0				0	
Autres options			0					
Opérations de gré à gré	0	0	0	0	0	0	0	0
Total opérations conditionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0
Total instruments financiers et de change à terme	0	0	0	0	0	0	0	0

Les montants notionnels des contrats recensés dans ce tableau ne constituent qu'une indication de volume de l'activité de ONEY sur les marchés d'instruments financiers à la clôture de l'exercice et ne reflètent pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Les engagements sur instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des swaps de taux et FRA pour les opérations à terme fermes, et sur des contrats de garantie de taux pour les opérations conditionnelles

Les engagements sur instruments de cours de change négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des swaps de devises

Note 4.2.2. Ventilation par type de portefeuille des instruments financiers de taux d'intérêt et swaps financiers de devises négociés sur un marché de gré à gré

En milliers d'euros	31/12/2024					31/12/2023				
	Micro-couvertu re	Macro-couvertu re	Position ouverte isolée	Gestion spécialis ée	Total	Micro-couvertu re	Macro-couvertu re	Position ouverte isolée	Gestion spécialis ée	Total
Accords de taux futurs (FRA)					0					0
Swaps de taux d'intérêt	0	125.000	0		0		75.000	0		0
Swaps financiers de devises	2.455				0	3.916				0
Autres contrats à terme de taux d'intérêt					0					0
Opérations fermes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Options de taux d'intérêt	0				0	0				0
Opérations conditionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	2.455	125.000	0	0	0	3.916	75.000	0	0	0

Il n'y a pas eu de transfert d'opérations vers un autre portefeuille au cours de l'exercice.

Note 4.2.3. Durée résiduelle des engagements sur instruments financiers à terme

En milliers d'Euros	31/12/2024			
	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Opérations sur marchés organisés	20.102	110.000		130.102
Opérations de gré à gré	0	0	0	0
Opérations fermes	0	0	0	0
Opérations sur marchés organisés	0	0		0
Opérations de gré à gré	0	0	0	0
Opérations conditionnelles	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Note 5.— Autres informations.

Note 5.1. Consolidation

En date du 16 novembre 2020, le Conseil d'administration a validé la proposition de la direction de ne plus établir de comptes consolidés, au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce, à compter de la clôture au 31 décembre 2020. En effet, depuis le 22 octobre 2019, la Société se trouve sous le contrôle exclusif de BPCE S.A. qui l'inclut dans ses comptes consolidés et publiés. Elle peut ainsi disposer de l'exemption prévue à l'article L. 233-17 du Code de commerce.

Afin que les actionnaires disposent d'informations financières nécessaires au suivi de l'activité du Groupe, des états comptables consolidés avec notes explicatives effectué avec opinion des Commissaires aux comptes sont produits. Les états financiers les plus pertinents sont maintenus et sont arrêtés par le Conseil d'administration.

Note 5.2. Rémunérations, avances, crédits et engagements

Eu égard au caractère confidentiel de cette information, les rémunérations des dirigeants ne sont pas mentionnées.

Note 5.3. Honoraires des commissaires aux comptes

Montants en milliers d'euros	FORVIS MAZARS				PWC				Total			
	Montant (2)		%		Montant (2)		%		Montant (2)		%	
Certification des comptes Services autres que la certification des comptes (3)	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	157	145			256	272			413	417		
	2	0			49				51	0		
TOTAL	0	0	100%	100%	0	0	100%	100%	0	0	100%	100%
Variation (%)												

Les montants portent sur les prestations figurant dans le compte de résultat de l'exercice y compris notamment, la TVA non récupérable

(2) Préciser, le cas échéant, en commentaire de bas de page : "Les montants portent sur les prestations figurant dans le compte de résultat de l'exercice y compris notamment, la TVA non récupérable" (et, le cas échéant, avant imputation sur les réserves en cas d'opérations de restructurations)

Note 5.4. Implantations dans les pays non coopératifs

L'article L. 511-45-I du Code Monétaire et Financier et l'arrêté du ministre de l'Économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considérés comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 16 février 2024 pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2024, Oney Bank exerce une activité d'intermédiation financière en Russie via sa filiale BA Finans. Il s'agit de la seule activité exercée / implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

IV.— Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.
(Exercice clos le 31 décembre 2024)

— Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ONEY BANK relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

— Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

— Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

— Point clé de l'audit : Dépréciations au titre du risque de crédit***Risque identifié***

Du fait de son activité d'établissement de crédit spécialisé dans le crédit à la consommation, ONEY BANK S.A. constitue des dépréciations destinées à couvrir les créances sur la clientèle de particuliers pour lesquels il existe un risque avéré de non-recouvrement. Comme détaillé dans les notes « 3.13 Opérations avec la clientèle » et « 3.19 Provisions » de l'annexe aux comptes annuels, ces dépréciations sont calculées selon des modèles statistiques qui, à partir de données historiques de recouvrement sur des portefeuilles de créances homogènes de même nature, déterminent les flux futurs attendus de ces créances. L'approche statistique mise en oeuvre s'appuie sur une segmentation de l'encours par type de produit, en fonction de la situation du débiteur et du nombre de mensualités impayés.

Nous avons considéré que l'évaluation de ces dépréciations et provisions qui s'élèvent respectivement à 190,5 millions d'euros et à 31 millions d'euros (y.c. succursale portugaise) au 31 décembre 2024 constituait un point clé de l'audit des comptes annuels en raison du recours à la modélisation statistique précitée dont la pertinence des évaluations dépend de la méthodologie appliquée et de la qualité des données historiques utilisées.

En particulier dans le contexte de crise liée au contexte macro-économique inflationniste en France et d'une période de transition de modèle de provisionnement, nous avons considéré que l'appréciation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des provisions et le niveau du coût du risque associé constituaient une zone d'attention particulière pour l'exercice 2024.

— Procédures d'audit mises en oeuvre en réponse à ce risque

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nos travaux ont consisté à évaluer l'adéquation des modèles mis en oeuvre par la banque avec les normes comptables applicables en France et à apprécier la qualité des données historiques utilisées pour déterminer le montant des dépréciations des créances sur la clientèle de particuliers. Nous avons :

- Pris connaissance de la méthodologie mise en oeuvre pour déterminer le montant des dépréciations ;
- Apprécie le processus de détermination des dépréciations et des provisions, de surveillance et de validation des modèles mis en place par la direction, et les ajustements appliqués aux données calculées par ces modèles ;
- Testé par sondage la qualité des données utilisées dans les modèles de dépréciation ;
- Testé par sondage la classification des encours ;
- Analysé la cohérence des taux de dépréciation et de provisions issus des modèles et vérifié leur correcte application dans les comptes au 31 décembre 2024 ;
- Vérifié l'information financière fournie dans les notes annexes aux comptes annuels au titre de la dépréciation des créances sur la clientèle et des provisions.

— Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

— Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société ONEY BANK par votre assemblée générale du 15 avril 2013 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 7 avril 2022 pour le cabinet Forvis Mazars.

Au 31 décembre 2024, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 12ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars dans la 3ème année.

— Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

— Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en oeuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 9 avril 2025

Les commissaires aux comptes.

PricewaterhouseCoopers Audit

FORVIS MAZARS SA

Nicolas WILFART

Laurence KARAGULIAN

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la Société.